

## Synthèse des Cahiers de l'espoir et des exigences citoyennes

Dans le contexte de mobilisation sociale sans précédent que connaît notre pays, la ville de Montreuil a mis le 21 janvier dernier à disposition des Montreuillois.es des "Cahiers de l'espoir et des exigences citoyennes", afin de recueillir la parole de toutes et de tous.

La ville de Montreuil a décidé de proposer aux habitant.es une restitution du contenu de ces cahiers de l'espoir le 16 mars 2019, sous la forme d'une réunion publique. Cette réunion publique ne s'inscrit pas dans le cadre du grand débat national proposé par le Président de la République. Il s'agit d'une restitution libre abordant toutes les thématiques traitées par les citoyens dans les cahiers de l'espoir.

Avant l'organisation de la réunion publique, le document présent propose une synthèse des différentes contributions des Montreuillois.es à ces cahiers.

Ces derniers étaient répartis dans différents bâtiments municipaux : à l'Hôtel de ville, à la Mairie annexe, à la Maison des Associations, au centre administratif Opale, dans les antennes de quartier, les centres sociaux et les Centres Municipaux de Santé, ainsi que le site de la ville et celui de l'AMIF.

Au total, 308 Montreuillois.es ont rédigé une contribution. Parmi ces 308 contributions, 140 ont été déposées sur le site de la ville, 6 sur le site de l'AMIF, 77 sur le cahier de l'accueil de l'Hôtel de Ville, 12 à la Mairie annexe, 3 à la Maison des associations, 26 sur les cahiers dans les Centres Municipaux de Santé, 24 sur ceux des Centres Sociaux et 20 dans les Antennes de vie de quartier.

Les principales thématiques traitées dans ces cahiers sont les suivantes :

- La fiscalité et la justice fiscale ;
- Les mesures en faveur du pouvoir d'achat ;
- Les mesures accélérant la transition écologique ;
- Les mesures de réforme démocratique ;
- Les mesures visant à améliorer la qualité du service public.

## **I. La fiscalité et justice fiscale.**

La fiscalité est la première source de contribution aux cahiers de l'espoir. Le principe de la contribution par l'impôt à la collectivité n'est jamais remis en cause. La plupart des contributions réclame une fiscalité plus juste, dont le poids serait mieux réparti entre les plus riches et le reste de la société.

Cette revendication passe par des mesures comme l'augmentation du nombre de tranches d'imposition (*"Augmenter le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu, taxer fortement la plus haute", "Taxer lourdement les revenus des actionnaires", "Impôt sur le revenu davantage progressif [plus de tranches] et abandon de l'optimisation fiscale [comme le système américain]", "FRACTIONNER en 3 la tranche d'imposition de la classe moyenne"*), la remise en place de l'ISF, l'augmentation de l'impôt sur l'héritage ou la taxation de l'argent placé dans les paradis fiscaux. Quelques propositions appellent néanmoins à la participation des plus pauvres dans l'effort pour l'impôt (*"L'impôt doit retrouver une universalité : tout le monde, des plus riches aux plus pauvres, doit payer l'impôt en fonction de ses facultés"*).

Les contributions ne visent pas seulement la fiscalité des personnes mais également la fiscalité des entreprises. Ces dernières sont à plusieurs reprises critiquées pour leur politique d'optimisation fiscale (*"lutter contre l'optimisation fiscale, taxer les GAFAs, instaurer la taxe TOBIN, renationaliser"*).

Enfin, des contributions dénoncent certaines taxes et appellent à leur suppression. Il s'agit des taxes environnementales (*"maintenir la suppression de la taxe sur le diesel jusqu'à l'établissement d'une nouvelle fiscalité globale sociale juste et écologique acceptée par tous", "Annulation de la TVA aux résidents étrangers", "Réduction de la TVA qui frappe de manière identique tous les individus sans considération de leur revenu en en faisant un impôt foncièrement inégalitaire donc injuste"*) ou des taxes et impôts locaux (*"supprimer la taxe foncière"*).

Ces appels à un rééquilibrage de l'impôt entre les couches les plus riches de la société et le reste de la population s'accompagnent souvent de revendications autour du pouvoir d'achat.

## **II. Pouvoir d'achat.**

Premièrement, les citoyens demandent la revalorisation des transferts publics comme les retraites (*"Il faut absolument et c'est une urgence que les retraités, dont je fais partie, qui ont des ressources s'élevant à 1152 euros et des charges s'élevant à 1123 euros soient les premiers à faire partie des exigences citoyennes.", "retirer la CSG pour les retraites qui ne dépassent pas les 1500 euros"*), les APL, le RSA (*"Prolonger le revenu minimum les trois premières années pour les auto-entrepreneurs"*) ou des allocations diverses (*"Droits aux allocations CAF et réduction d'impôts pour les parents divorcés qui ont un droit de visite élargie", "Cesser de prendre en compte les ressources du conjoint dans l'AAH"*).

Deuxièmement, ils demandent la revalorisation des salaires (*"Le salaire de tous les français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation" ; "malus pour obliger les grosses entreprises +500 salariés d'augmenter les salaires ou*

*d'intéresser leurs salariés aux bénéfices de l'entreprise.*"). Plusieurs demandes de revalorisation salariale ciblent spécifiquement le secteur de la santé ("*Augmenter les salaires des personnels de sant, notamment les infirmières*" ; "*Revalorisation des salaires des infirmier-e-s et aides soignants qui ont la vie des malades entre leurs mains*")

Troisièmement, il est demandé une aide publique dans le paiement de certaines charges comme le transport ("*participation au frais d'essence comme pour la RATP par toutes les entreprises d>IDF*") ou la baisse du poids de ces charges ("*Baisse des loyers*", "*retirer le surloyer pour les classes moyennes*", "*Gratuité des transports en commun*", "*suppression des taxes sur le carburant, l'eau et l'électricité*", "*Gratuité des pemiers mètres cubes d'eau*").

Malgré l'opposition à des taxes supposées favoriser la transition énergétique, la plupart des contributions expriment un souci pour la protection de l'environnement et aspirent à une transition écologique.

### **III. Transition écologique.**

Les citoyens exposent des solutions alternatives aux modes de consommation actuels. Ils proposent de favoriser des modes de transport plus propres ("*Financer un plan vélo conséquent*", "*encourager l'usage des trains en demandant à la SNCF de baisser ses tarifs*"), l'usage de l'électricité ("*Assurer l'avenir de la production énergétique en finançant la construction de nouvelles centrales nucléaires modernes*") ou plus généralement des énergies vertes ("*Créer des entreprises pour développer la fabrication de capteurs solaires et photovoltaïques*"). Cela concerne aussi l'alimentation ("*développer les épiceries bio dans la ville*", "*agriculture biologique*") et le traitement des animaux ("*Prendre en compte la sensibilité des animaux*").

Des solutions décroissantes sont également avancées pour réduire la pollution de l'air ou de l'environnement. Il est par exemple question de limiter l'usage de l'automobile ("*limiter voire supprimer la circulation automobile ; supprimer le périphérique et le transformer en voie verte*"), supprimer l'usage de certains produits ("*Interdire les produits phytosanitaires*") ou diminuer les déchets ("*amplification du tri sélectif*").

Enfin, occasionnellement, des mesures suggèrent la création de taxes sur la consommation des énergies fossiles ("*taxe sur le kérozène des bateaux et des avions*", "*remettre en place la taxe carbone mais l'utiliser à 100% pour la transition énergétique*").

### **IV. République et démocratie.**

Les citoyens ont rédigé de nombreux textes à propos de notre régime politique et d'une réforme de la République.

La lisibilité et l'accès à l'information constituent une préoccupation récurrente ("*En France, la loi dit que 'nul est censé ignorer la loi'. Cependant de nombreuses lois paraissent tous les jours. Elles sont toutes aussi incompréhensibles les unes que les autres. Ma proposition est de revoir l'ensemble des lois afin de les simplifier et les remettre au goût du jour. Pour résumer, je pense que les députés devraient se donner une charte de bonne conduite à savoir, pour une loi promulguée – une doit être supprimée*", "*Détecter les fake news*"). Il est aussi question de simplifier les démarches administratives pour améliorer

l'accès aux droits.

Les habitants souhaitent réarticuler le rôle des institutions en donnant plus d'importance à l'Assemblée nationale (*"Refonder une nouvelle constitution visant à placer le parlement dans son rôle de pilote de la nation au nom du peuple, par redéfinition de l'organe exécutif de gouvernement en le faisant élire et contrôler par l'Assemblée Nationale avec précision sur les modes de destitution de ce conseil de gouvernement délégué à la gestion de l'Etat."*) et améliorer la participation des citoyens au processus décisionnel (*"Transformer le CESE en une chambre citoyenne, constituée par tirage au sort selon une stricte représentativité de la population française [par exemple en se basant sur les catégories socio-professionnelles de l'INSEE]"* *"Mettre en place le Référendum d'initiative citoyenne"*, *"Nous souhaitons des référendums pour thématiques importantes"*, *"introduire une dose de proportionnelle et la participation de citoyens sans étiquette politique"*) et notamment à l'échelon local.

La qualité et l'implantation des services publics sont régulièrement mises en avant dans les contributions. L'organisation du système de santé et son financement suscitent de nombreuses inquiétudes. Dans la perspective d'améliorer l'égalité entre les territoires, la proximité des services publics est valorisée (*"retour à la police de proximité"*, *"services de proximité dans les petites villes [poste, impôts, CAF]"*, *"Améliorer l'accès à l'école, à la culture, et à la santé"*) ainsi que le renforcement des investissements publics sur les territoires périphériques et délaissés (*"éviter la ghettoïsation"*, *"Appliquer le plan Borloo"*).

Le peu de moyens mis à la disposition de ces services pour fonctionner correctement est pointé du doigt (*"donner davantage de moyens aux municipalités"*, *"plus de personnel dans le milieu hospitalier"*). En réponse, certaines contributions n'hésitent pas à mettre en cause les dépenses jugées inutiles de l'administration et des élus (*"baisser le nombre d'élus, notamment à l'assemblée nationale et au sénat"*, *"supprimer les strates administratives qui coûtent trop cher"*, *"baisser les salaires des élus"*, *"Supprimer les avantages des élus"*). Il est proposé de mettre en place une Grande Commune de Paris qui devrait absorber les communes limitrophes.

Toujours lié à la citoyenneté et à la République, il est souvent question de l'inclusion des personnes en situation de handicap (*"Quelle place pour les personnes sourdes dans une sociétés du profit, du pouvoir du plus fort, du plus riche, du plus performant ? Où est l'égalité des droits et des chances dans la société d'aujourd'hui pour les enfants et les adultes sourds ?"*, *"mettre réellement en oeuvre l'accessibilité"*).

La citoyenneté et l'esprit civique sont jugés comme étant trop faibles. L'éducation doit remédier à cette carence (*"remettre en place l'instruction civique, (...) beaucoup trop de gens ne comprennent pas comment fonctionne le gouvernement"*).

### **Focus : Contributions de familles et d'associations de la ville de Montreuil à l'initiative de la Mission Handicap**

Cette contribution s'inscrit dans le cadre de la refonte annoncée récemment par le ministère de l'Education nationale de la loi de 2005 sur l'inclusion scolaire. Les familles et les associations demandent des mesures d'accompagnement des parents face au handicap des enfants et de faciliter l'accessibilité des MDPH. Elles attirent tout particulièrement l'attention du gouvernement sur la situation de Montreuil et du département de la Seine-Saint-Denis.

L'inclusion scolaire doit être réalisée dans le respect des choix des familles et des besoins de l'enfant. Pour ce faire, les enseignants et les personnels d'accompagnement doivent bénéficier d'une formation initiale et continue. Les enfants, de leur côté, doivent bénéficier d'un cursus scolaire continu et cohérent. L'inclusion scolaire ne doit pas se faire au détriment des établissements médico-sociaux qui réalisent les prises en charge.

### **Focus : Contributions lors du débat tenu sur la culture le lundi 11 mars 2019**

La culture a fait l'objet de restrictions budgétaires de la part de l'Etat et elle est l'objet de marchandisation. En effet, à la suite des décisions du gouvernement la programmation des théâtres ou des centres d'art labellisés doivent s'adapter aux demandes de tourneurs privés, le gouvernement a limité l'archivage, il a inscrit les musées dans une logique de rentabilité, enfin, il prévoit l'arrêt de France Ô, regroupement de Radio France et France Télévisions en un "holding" et la fermeture des bureaux régionaux de France 3.

C'est pourquoi, nous devons :

- soutenir un projet de société où les arts, les patrimoines, la presse et la culture sont des éléments essentiels à l'émancipation individuelle et collective ;
- réaffirmer le soutien à une création audacieuse, exigeante, novatrice, plurielle, favorisant l'émergence de nouveaux artistes.

## **V. Propositions centrées sur Montreuil.**

Enfin, plusieurs propositions se concentrent sur les enjeux spécifiquement liés à Montreuil.

Des contributions défendent les services publics jugés exceptionnels que l'on peut trouver dans la ville, comme les Centres Municipaux de Santé, le cinéma le Méliès, les piscines, les centres sociaux ou les bibliothèques.

A contrario, des contributions mettent en avant les secteurs où les services publics devraient renforcer leurs actions comme la propreté, la lutte contre la prolifération des rats, la sécurité ou les transports en commun dans le haut Montreuil, la réfection des routes, la rénovation des écoles.

Il est aussi question de l'aménagement du territoire et plus précisément l'aménagement de la Croix de Chavaux (autrement appelée place Jacques Duclos), la création de places de parking, de pistes cyclables ou de trottoirs.

Enfin, les doléances concernent des thématiques nationales mais reproduites à l'échelle locale comme le rôle joué par la commune dans la transition énergétique, dans la participation des citoyens, l'accessibilité des services publics et notamment pour les personnes en situation de handicap (infrastructures sportives et voirie) etc.